

Cote du document: EB 2010/101/R.18
Point de l'ordre du jour: 14
Date: 16 novembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Bambis Constantinides

Directeur de la Division du Contrôleur et
des services financiers

téléphone: +39 06 5459 2054

courriel: c.constantinides@ifad.org

Allegra Saitto

Comptable, Division du Contrôleur et des
services financiers

téléphone: +39 06 5459 2405

courriel: a.saitto@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca

Fonctionnaire responsable des organes
directeurs

téléphone: +39 06 5459 2462

courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Conformément aux modalités d'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé (PEA), le Président du Fonds fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur la situation des ressources disponibles pour engagement, y compris la gestion du PEA. À chacune de ses sessions, le Conseil d'administration approuve le montant total des engagements de ressources à effectuer au titre du PEA¹. Une demande de recours additionnel au PEA pour un montant de 249,2 millions d'USD est soumise pour approbation à la présente session du Conseil. Le Conseil d'administration est invité à autoriser le Président à conclure des accords pour les prêts et les dons approuvés par le Conseil à sa cent unième session, tenue en décembre 2010, et pour ceux soumis à approbation selon la procédure de défaut d'opposition, conformément à la liste qui figure à la pièce jointe V annexée au présent document.

Ressources disponibles pour engagement

1. La pièce jointe I du présent document présente un état des ressources disponibles pour engagement, et la pièce jointe II présente une liste des montants expressément exclus des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA au 30 septembre 2010.
2. La pièce jointe III présente le détail des prêts et dons approuvés par le Conseil à ses quatre-vingt-dix-neuvième et centième sessions.
3. La pièce jointe IV présente le détail des prêts et dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui se montent au total à 438,5 millions d'USD. Au taux de change en vigueur au 30 septembre 2010, ce montant équivaut à quelque 282,1 millions de DTS.
4. La pièce jointe V fournit des informations concernant les projets approuvés ou soumis à approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition. Les projets approuvés à ce jour selon cette procédure représentent 7,6 millions d'USD, alors que les prêts et dons soumis pour approbation par ce biais représentent 28,1 millions d'USD en 2010 et 29,0 millions d'USD en 2011.
5. La pièce jointe VI présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) entre 2001 et 2009, ainsi qu'une analyse des flux nets de ressources du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, qui sont à ce jour estimés à 582,3 millions d'USD. Or, le montant des propositions de prêt et de don soumises à l'approbation du Conseil d'administration à la présente session s'élève à 438,5 millions d'USD, celui des prêts et dons approuvés ou soumis à approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition représente au total 64,7 millions d'USD (pièce jointe V) et celui des prêts et dons déjà approuvés s'élève à 403,6 millions d'USD; par conséquent, compte tenu du recours au PEA de 75,3 millions d'USD déjà approuvé cette année², une demande de recours additionnel au PEA d'un montant de 249,2 millions d'USD est soumise pour approbation à la présente session du Conseil d'administration. Il faut noter qu'une partie du PEA demandé à la présente session du Conseil d'administration (29,0 millions d'USD) concerne des projets qui seront approuvés entre les sessions au cours de la période allant de janvier à avril 2011 dans le cadre du programme de travail du prochain exercice. L'actualisation de ces chiffres fera l'objet d'un additif au présent document qui sera distribué lors de la session.

¹ Sur les modalités d'utilisation du PEA, voir pièce jointe B annexée au document GC 32/résolution 154/XXXII/Rev.1.

² EB 2010/99/R.13/Add.1.

Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond

6. Conformément à la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, il appartient au Conseil d'administration de fixer la proportion des ressources du Fonds à engager durant tout exercice pour financer des opérations. À sa vingtième session, tenue en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA en modifiant à cet effet l'Accord portant création du FIDA. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période couverte par la huitième reconstitution sont définies dans la résolution 154/XXXII/Rev.1, pièce jointe B. Le plafond du PEA approuvé pour la période couverte par la huitième reconstitution correspond à sept années de rentrées de prêts. Le montant éventuellement demandé au titre du PEA à chaque session du Conseil d'administration représente l'excédent des engagements de prêts et de dons par rapport aux ressources disponibles pour engagement. À la fin de l'année, compte tenu des ressources nettes disponibles pour engagement ainsi que des montants additionnels utilisés au titre du PEA au cours de l'exercice, le montant reporté au titre du PEA est ajusté en conséquence. Le recours additionnel au PEA au cours d'un exercice donné correspond à la somme des recours approuvés par le Conseil d'administration à ses trois sessions de l'année.

Recommandation

7. Compte tenu de la situation des ressources estimée au 31 décembre 2010, le Conseil d'administration, vu la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, prenant note que le montant estimatif des entrées nettes pour la période de douze mois prenant fin le 31 décembre 2010 est de 582,3 millions d'USD et que le montant des engagements au titre des prêts et des dons s'élève à 906,8 millions d'USD³, et compte tenu du PEA de 75,3 millions d'USD déjà approuvé cette année, note qu'une demande de recours additionnel au PEA d'un montant de 249,2 millions d'USD est soumise pour approbation à la présente session du Conseil. Le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa cent unième session, tenue en décembre 2010, et pour ceux qui doivent être approuvés selon la procédure de défaut d'opposition, conformément à la liste qui figure à la pièce jointe V annexée au présent document. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, à sa prochaine session et aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement, des prêts et des dons approuvés ainsi que du recours au PEA.

³ Le montant de 906,8 millions d'USD recouvre:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 403,6 millions d'USD;
- les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil pour un montant de 438,5 millions d'USD;
- les projets approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 7,6 millions d'USD pour le programme de travail de 2010;
- les projets qui seront approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 28,1 millions d'USD pour le programme de travail de 2010; et
- les projets qui seront approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 29,0 millions d'USD pour le programme de travail de 2011.

État des ressources disponibles pour engagement au 30 septembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Avoirs en monnaies librement convertibles		
Encaisse et placements	2 792 442	
Billets à ordre – États membres ^a	441 784	
Autres sommes à recevoir	<u>99 423</u>	<u>3 333 649</u>
À déduire		
Sommes à payer et passif exigible		(357 866)
Mécanisme de financement du développement des programmes: report		0
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	(2 316 355)	
Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	(75 231)	
Dons non décaissés	<u>(439 263)</u>	(2 830 849)
Tirage sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir pièce jointe II) ^a		<u>(80 861)</u>
Ressources disponibles pour engagement		<u>(30 927)</u>
À déduire		
Prêts non encore signés		(462 805)
Dons approuvés mais non encore entrés en vigueur		<u>(100 011)</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant report du PEA et flux nets 2010		<u>(593 743)</u>

^a Le montant des billets à ordre (441 784 000 USD) est un chiffre brut incluant les provisions de 80 861 000 USD correspondant aux montants mis en recouvrement et non payés; il comprend les contributions complémentaires d'un montant de 30 000 000 USD. Le montant net des billets à ordre inclus en tant que ressources disponibles pour engagement est de 360 924 000 USD.

Résumé des flux de ressources pendant la période considérée

Montant PEA reporté au 1 ^{er} janvier 2010		789 098
Flux nets au 30 septembre 2010 (pièce jointe VI)	598 978	
Engagements au titre des prêts et des dons au 30 septembre 2010	<u>(403 623)</u>	
PEA utilisé/(PEA couvert)		(195 355)
Montant PEA reporté au 30 septembre 2010		<u>593 743</u>

Ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire au 30 septembre 2010

Montants expressément exclus
(en milliers de dollars des États-Unis)

Programme ordinaire du FIDA**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la contribution initiale qui n'ont pas été réglés**

Iran (République islamique d')	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	43 075

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	<u>31 099</u>	31 099
------	---------------	--------

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

République populaire démocratique de Corée	600	
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 687

Total des montants expressément exclus **80 861**

Prêts et dons approuvés à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>DTS</i>
Prêts		
Bangladesh	Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV	30 860 000
Bangladesh	Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle – prêt supplémentaire	6 525 000
Cameroun	Projet d'appui au développement des filières pour les produits de base	12 650 000
République dominicaine	Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est	9 250 000
Ghana	Programme de financement rural et agricole – prêt supplémentaire	5 950 000
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	10 900 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture	9 220 000
Ouganda	Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2	33 500 000
Viet Nam	Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)	12 800 000
Sous-total		131 655 000
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)		
Burundi	Programme de développement des filières	25 900 000
Érythrée	Projet de développement de la pêche	8 250 000
Yémen	Programme de création de possibilités économiques	8 500 000
Sous-total		42 650 000
Dons		
Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA)	Amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les zones arides – Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage	657 601
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	330 000
Viet Nam	Projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM)	330 000
Centre latino-américain pour le développement rural	Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté	1 199 463
Sous-total		2 517 064
Total général		176 822 064

Prêts et dons approuvés à la centième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>DTS</i>
Prêts		
Arménie	Programme de création d'actifs en milieu rural	8 900 000
Honduras	Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)	6 650 000
Kenya	Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural (PROFIT)	19 300 000
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole	21 000 000
Nigéria	Programme de développement agricole et rural à assise communautaire	8 620 000
Ouganda	Projet de promotion des technologies agricoles et des services consultatifs concernant les agro-industries	9 300 000
Sous-total		73 770 000
Dons au titre du CSD		
Djibouti	Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres	2 000 000
Guinée	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles	5 800 000
Sao Tomé-et-Principe	Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale	1 990 000
Sous-total		9 790 000
Dons		
Arménie	Programme de création d'actifs en milieu rural	330 000
Kenya	Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural (PROFIT)	395 000
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole	200 000
Sous-total		925 000
Total général		84 485 000

Prêts et dons présentés pour approbation à la cent unième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Prêts			
Bouthan	Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance	8 490 000	5 462 055
Tchad	Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)	8 700 000	5 597 159
El Salvador	Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (<i>Amanecer Rural</i>)	17 000 000	10 936 977
Mongolie	Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours	11 480 000	7 385 676
Maroc	Programme de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza	23 000 000	14 797 087
Mozambique	Projet de promotion de la pêche artisanale	21 100 000	13 574 719
Nicaragua	Programme de développement rural de la côte caraïbe (NICARIBE)	4 000 000	2 573 406
Niger	Programme d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural (lancé par la Banque mondiale)	6 500 000	4 181 785
Pakistan	Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela	29 160 000	18 760 133
Pakistan	Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab	40 200 000	25 862 735
République de Moldova	Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires	19 300 000	12 416 686
Sierra Leone	Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire	10 730 000	6 903 163
République arabe syrienne	Projet de développement intégré de l'élevage	27 500 000	17 692 169
République-Unie de Tanzanie	Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale	91 000 000	58 544 996
Viet Nam	Projet d'appui au district de Tam Nong	48 350 000	31 106 050
Sous-total		366 510 000	235 794 796
Dons au titre du CSD			
Tchad	Programme d'appui au développement rural dans le Guéra (PADER-G)	8 700 000	5 597 159
Nicaragua	Programme de développement rural de la côte caraïbe (NICARIBE)	4 000 000	2 573 406
Niger	Programme d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural (lancé par la Banque mondiale)	6 500 000	4 181 785
Sierra Leone	Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire	10 730 000	6 903 163
Îles Salomon	Programme de développement rural des Îles Salomon	4 000 000	2 573 406
Soudan	Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar	13 540 000	8 710 981
Togo	Projet d'appui au développement de l'agriculture	13 500 000	8 685 247
Yémen	Projet d'investissement dans le secteur de la pêche	9 100 000	5 854 500
Sous-total		70 070 000	45 079 647
Dons			
Maroc	Programme de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza	500 000	321 676
République de Moldova	Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires	500 000	321 676
République arabe syrienne	Projet de développement intégré de l'élevage	590 000	379 577
Viet Nam	Projet d'appui au district de Tam Nong	300 000	193 005
Sous-total		1 890 000	1 215 934
Total général		438 470 000	282 090 377

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,55436 en vigueur au 30 septembre 2010, sur la base du montant, en dollars des États-Unis, des prêts et dons associés non encore négociés à ce jour.

Projets approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc	1 000 000	643 352
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Application à plus grande échelle des activités d'apiculture et autres moyens de subsistance, en vue de renforcer les systèmes agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) et en Afrique orientale	1 200 000	772 022
Institut international de recherches sur le riz (IIRR) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse	1 200 000	772 022
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Institut pour l'éducation relative à l'eau (UNESCO-IHE) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Irrigation de crue aux fins de la croissance rurale et de la lutte contre la pauvreté	1 200 000	772 022
Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain	1 500 000	965 027
Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire	1 500 000	965 027
Total		7 600 000	4 889 472

Projets devant être approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en 2010 (programme de travail 2010)

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (prêt)	4 080 000	2 624 875
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (don)	1 610 000	1 035 796
Grenade	Programme de développement de l'accès aux marchés et des entreprises rurales (prêt)	3 000 000	1 930 055
Bioversity International (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Renforcement de la capacité de résistance des communautés rurales pauvres face à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et au changement climatique par la conservation de l'agrobiodiversité locale à l'échelle des exploitations	1 000 000	643 352
Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la capacité d'adaptation au changement climatique des éleveurs utilisant le système de production fondé sur l'orge cultivée en sec en Iraq et en Jordanie	1 500 000	965 027
Centre international de la pomme de terre (CIP) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Programme de recherche-développement sur les cultures de racines et de tubercules en faveur de la sécurité alimentaire dans la région Asie et Pacifique	1 450 000	932 860
Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) (centre international bénéficiant du soutien du GCRAI)	Technologies intelligentes de l'information et des communications pour informer et conseiller les petits agriculteurs africains dans le domaine de la météorologie et de l'hydrologie	1 800 000	1 158 033
AgriCord (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA	1 550 000	997 195
Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique	1 000 000	643 352
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique	1 350 000	868 525
Association guatémaltèque d'exportateurs (AGEXPORT) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	<i>PRO Mercados</i> : Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale	2 000 000	1 286 703
Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations – Afrique orientale (PICO-Eastern Africa) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe	1 500 000	965 027
Institut d'études péruviennes (IEP) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Les jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI ^e siècle	750 000	482 514
Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe	1 500 000	965 027
Centre Songhai (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre	1 800 000	1 158 033
Association VU-Windesheim (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel	1 220 000	784 889
Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) (centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI)	Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre	1 000 000	643 352
Total		28 110 000	18 084 614

**Projets devant être approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition
Janvier-avril 2011 (programme de travail 2011)**

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>USD</i>	<i>DTS^a</i>
République centrafricaine	Relance de la production vivrière et du petit élevage dans les zones de savane du Centre-Ouest et de l'Ouest	9 130 000	5 873 800
Comores	Programme national pour le développement humain durable	2 600 000	1 672 714
Lesotho	Programme de développement de l'agriculture familiale	11 940 000	7 681 618
Guyana	Programme de développement de l'arrière-pays – phase I	2 320 000	1 492 576
Suriname	Projet de développement des zones rurales et de l'intérieur	3 000 000	1 930 055
Total partiel		28 990 000	18 650 763
Total général		64 700 000	41 624 849

^a Valeur calculée en utilisant le taux de change USD/DTS de 1,55436 en vigueur au 30 septembre 2010, sur la base du montant, en dollars des États-Unis, des prêts et dons associés non encore négociés à ce jour.

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>								
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3
Montant net PEA utilisé/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0	46,7
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>		
	<i>Montant effectif De janvier à septembre 2010</i>	<i>Montant estimé De octobre à décembre 2010</i>	<i>Montant estimé De janvier à décembre 2010</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0	0	0
Analyse des flux			
Contributions des membres	298,3	39,7	338,0
Rentrées de prêts	204,9	44,1	249,0
Annulations de prêts et de dons	84,4	0	84,4
Produit net des placements	86,1	0	86,1
Mouvements nets de change	28,7	0	28,7
Participation du FIDA à l'allègement de la dette d'Haïti	(15,2)		(15,2)
Transferts pour l'Initiative PPTE ^a		(30,0)	(30,0)
Transferts pour l'AMACS ^a		(15,0)	(15,0)
Dépenses de fonctionnement	(88,2)	(55,5)	(143,7)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	599,0	(16,7)	582,3
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice			75,3
4. Engagements au titre des prêts et des dons^b			(877,8)
5. Projets devant être approuvés en application de la procédure de défaut d'opposition en 2011			(29,0)
6. Montant PEA à approuver à EB 101^a			249,2
7. Montant PEA couvert par les rentrées de la période			0
8. Solde PEA non utilisé (= 1+2+3+4+5+6+7)			0
9. Montant PEA reporté (= période précédente)			789,0
10. Montant PEA à reporter (= 3+6+7+8+9)^c			1 113,5

^a PPTE: pays pauvres très endettés; AMACS: plan d'assurance maladie après cessation de service; EB 101: cent unième session du Conseil d'administration (décembre 2010).

^b Engagements au titre des prêts et des dons:

- les prêts et dons déjà approuvés pour un montant de 403,6 millions d'USD;
- les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil pour un montant de 438,5 millions d'USD;
- les projets approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 7,6 millions d'USD pour le programme de travail de 2010; et
- les projets qui seront approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition pour un montant de 28,1 millions d'USD pour le programme de travail de 2010.

^c Ce solde comprend un montant de 29,0 millions d'USD relatif aux projets qui seront approuvés entre les sessions du Conseil d'administration durant la période allant de janvier à avril 2011 dans le cadre du programme de travail du prochain exercice. Le plafond du PEA fixé à sept ans des montants remboursés sur les prêts représente approximativement 2,1 milliards d'USD, conformément à la définition de la huitième reconstitution. Le montant estimé du report correspond à environ 4,2 ans de remboursement des prêts.